

Faut-il sauver les banques (et les assureurs)?

A. Préambule.

Sur le plan des principes, la question ne se pose même plus, tant les risques de destruction de nos économies et de nos retraites, ainsi que de nos emplois et de nos revenus, sont évidents. Cette nouvelle crise financière, mille fois plus importante que celle de 1929, pousserait des centaines de millions de gens à la rue et vers les soupes populaires... Avec plus de virulence encore, elle ferait le nid des dictatures les plus abjectes pour créer toutes les conditions d'une guerre planétaire... au cours de laquelle les armes les plus folles seraient « testées »...

Le scénario final ne ferait aucun doute et, donc : « *OUI, il faut sauver les banques et les groupes d'assurance, mais pas pour recommencer dans dix ans sur des bases encore plus dangereuses* »...

Les vraies questions sont donc les suivantes :

- => D'où viennent ces crises à répétition ?
- => Quels sont les responsables ? Pourquoi ?
- => Sauver les banques, ou sauver notre Civilisation ?

Vaste question, posée par Mr LAMBERT, qui exigeait un premier point sur les sommes et sur les risques des « marchés », soulevés dans notre article précédent : « **Crise, krach, crunch ou tsunami ?** ». Cet article nous a permis non seulement de chiffrer les pertes en capital de très gros établissements (ce n'est pas une crissette), puis de voir que la piste des NATIONALISATIONS DES ETABLISSEMENTS EN PERTE représentait si peu de choses par rapport à la SOCIALISATION DES PERTES, bien plus incolore mais bien plus pernicieuse pour l'avenir de notre Société et de notre Civilisation tout entière :

- => Les passe-droits fiscaux et sociaux (voir notre article N°1 sur FORTIS et cette fabuleuse « invention fiscale » que sont les « intérêts notionnels ») ;
- => Les spoliations systématiques organisées par « notre » BANQUE CENTRALE EUROPEENNE (voir nos deux articles sur le Taux Directeur de la BCE : escroquerie financière et pompes mafieuses) ;
- => La destruction de nos FONDS DE RETRAITE et de nos FONDS D'INVESTISSEMENT par le basculement des pertes de la Haute Finance : plus de 3.000 milliards d'euros de pertes de tous nos fonds et bourses, rien que pour la Zone Euro en un an.

Pour mémoire, toutes ces « anomalies » sont chiffrées dans notre livre II : « **La gestion (désastreuse) de l'euro** » que Mr LAMBERT connaissait parfaitement avant de nous poser cette question « malicieuse » (« perfide », peut-être, mais très subtile).

B. D'où viennent ces crises à répétition ?

Dans l'article précédent, nous avons parlé de cette plaque tectonique des prêts immobiliers qui s'était effondrée au sein du système financier américain, avant de provoquer d'autres glissements et craquements sur tous les autres marchés : pétrole, or, métaux ferreux et non ferreux, matières premières, produits de base alimentaires, tous cotés en dollar sur les marchés de New-York et de Chicago...

Rien de mieux pour « casser » la croissance faible de nos économies occidentales et pour déclencher le cercle vicieux des mauvaises nouvelles : hausse des prix de production, méventes, licenciements, baisse du pouvoir d'achat, report de la consommation vers les « hard discounters » et leurs produits industriels de bas de gamme, baisse des recettes de l'Etat, hausse des impôts et taxes, déficits budgétaires, accélération des « réformes indispensables » (les vagues scélérates)...

Et puis, toutes ces plaques américaines ont provoqué un tsunami qui a traversé l'Atlantique et qui se propage dans le Pacifique, puis dans les mers chaudes, dans les mers blanches et dans la mer noire... où les bottes soviétiques

tentent de prouver qu'elles savent encore faire le pas de l'oie face aux imbécillités de BUSH Junior et de son pantin géorgien.

A CE STADE, IL FAUT BIEN INTEGRER QUE LES GUERRES SONT TOUJOURS A LA BASE DE TOUTES LES CRISES. En ne reprenant que les guerres les plus récentes, la première guerre mondiale (européenne) a créé des richesses aux Etats-Unis et en Argentine qui ont été à l'origine de créations de liquidités phénoménales, non réinvesties dans le circuit économique, non partagées au sein des populations et donc concentrées dans les mains de quelques fanatiques de l'argent facile... En effet, non contente d'être riche, la Haute Finance américaine a « inventé » à partir de 1920 – 1921 ces fameux « hedge funds » en mettant au point leur merveilleuse recette : ils ont créé les fonds « GRAND PUBLIC » et les fonds « INVESTISSEURS SPECIALISES », gérés par les mêmes équipes, sous la direction des mêmes « patrons ». Suivez mon regard ! Je pense que vous avez compris.

Il a fallu les deux NEW-DEALS de ROOSEVELT (1933 et 1935-1938) pour « sortir » les américains de la soupe populaire et pour les faire bénéficier d'une juste répartition des plus-values réalisées dans l'économie réelle des Etats-Unis, volontairement isolationnistes, à l'image d'une bête blessée qui se cache pendant sa convalescence. Il a surtout fallu la deuxième guerre mondiale pour faire couler le sang des « boys » sur tous les fronts, notamment contre l'Allemagne nazie et contre l'Autriche, patries de HITLER, qui avaient été les deux principales victimes de la crise « américaine » de 1929 (voir notre LIVRE I : « **Le néolibéralisme ? Un très vieux système... Pourquoi (faut-il) le combattre ?** »).

L'HISTOIRE NE SE REPETE PAS, ME DIREZ-VOUS ? Cette deuxième guerre mondiale (qui a coûté si cher, qui a tué et estropié tant de personnes, et qui a provoqué tant de dégâts matériels), aurait dû provoquer une crise encore plus grave que celle de 1929, durant une période encore plus longue, justement dans les années d'après-guerre.

Or, c'est tout le contraire qui s'est produit : à partir des années 1948-1950, nos parents et grands parents ont connu « les Trente Glorieuses » ! Ils ont même cru que le paradis s'installerait sur terre, pour l'éternité, croyaient-ils, en inventant de nouveaux slogans : « *Plus jamais cela ! Progrès et richesse pour tous ! Travaillez plus, avec zéro défaut, et vous gagnerez plus !* ».

La vraie raison de cette rupture avec l'histoire de « la grande crise » ? Elle est américaine : le grand « ROOSEVELT » (encore lui) avait préparé la paix dès le début de 1943, en organisant les Accords de BRETTON-WOODS (1944) et en mettant en place le vaste plan MARSHALL, son troisième NEW-DEAL en quelque sorte. En clair, il a mis en place une vaste réforme économique, politique et financière pour recycler dans l'Economie Réelle des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon, les liquidités phénoménales, et sans valeur, créées durant la guerre.

Un génie de ce genre n'a strictement rien à voir, ni avec un J.C TRICHET palot, ni avec les commissaires et politiciens ZERO-LANDAIS !

PAR CONTRE, L'HISTOIRE SE REPETE TOUJOURS... QUAND LES MEMES CAUSES SONT REPRODUITES...

Ce fut le cas à deux reprises après la seconde guerre mondiale... D'abord, avec la guerre du Vietnam qui provoqua l'abandon définitif de la libre convertibilité du dollar en or (Nixon, 1971) : non seulement, le dollar n'était plus « *as good as gold* » (slogan de BRETTON-WOODS) mais, en plus, les banquiers américains ont vu déferler une masse inouïe de liquidités dans leurs comptes... Grâce à cette déferlante de dollars, les banquiers et les assureurs du monde entier ont voulu tout acheter, tout ce qui appartenait à l'Etat et à des groupes privés.

Ce fut le cas des Institutions FREDDY MAC et FANNY MAE, vendues aux plus offrants : un véritable pactole pour la Haute Finance privée de NEW-YORK. Merci au Président JOHNSON, l'incendiaire (au napalm) et le grand défenseur de la Liberté (aux agents Orange), qui a trouvé dans ces privatisations l'argent nécessaire pour intensifier « sa » guerre contre le VIETNAM communiste. Quarante ans plus tard, il faut les re-nationaliser pour sauver toute la Haute Finance américaine, piégée par ses propres délires de l'argent facile et malhonnête.

Profitant du mouvement d'euphorie, les Caisses d'Epargne ont concentré leurs prêts sur l'immobilier, un secteur qui offre des « bonnes garanties », pour finalement provoquer la plus grande crise financière depuis 1929. Il a fallu que le Trésor Américain crée la RESOLUTION TRUST CORPORATION (RTC) pour qu'elle reprenne leurs créances – poubelle à hauteur de 400MD\$. La RTC a finalement apuré la situation sur une période de sept ans, sans grands dégâts, et même avec des gains importants pour le Trésor Américain selon certaines sources.

A partir de 1986, la Haute Finance a réintroduit les jeux de poker en reprenant les mêmes règles du jeu que celles des années 1920. Ils ont donc repris les mêmes règles truquées, celles des Fonds d'Investissement « GRAND PUBLIC » et « INVESTISSEURS SPECIALISES », avec la complicité du « *plus grand financier de la planète* », un certain Alan GREENSPAN, qui s'étonne aujourd'hui d'assister à la plus grande crise financière de l'Histoire. Pour mémoire, c'est lui qui a autorisé la création et le développement des « produits dérivés ». Grâce à ce laxisme omniprésent, tout y est passé : la crise des « junk bonds », la faillite de LTCM (qui a coûté 4MD\$ en sauvant 1.000 MD\$ d'actifs), la « bulle Internet » et maintenant la crise des « subprimes », ces prêts « rehaussés » par les FANNIE MAE et FREDDY MAC.

Les guerres, toujours, avec les BUSH et leur appétit démesuré pour le pétrole : les deux guerres contre l'IRAK, la première guerre à coûts réduits (les alliés pacifistes, dont le JAPON, ainsi que les pays du Golfe ont tout payé), et la seconde guerre qui a coûté plus de 400 milliards de dollars (400MD\$) par an aux seuls Etats-Unis depuis 2003. Autant d'argent gaspillé, autant d'inflation injectée, autant de pouvoir d'achat à protéger.

WAL MART S'EST CHARGE DU POUVOIR D'ACHAT DES AMERICAINS, MAIS A QUEL PRIX ? Au prix de déficits commerciaux démesurés (en moyenne plus de 600MD\$) qui tuent l'emploi et les revenus des Américains... WAL MART, et toutes les entreprises sous le contrôle de la Haute Finance, importent de plus en plus de produits chinois à bas prix, à prix d'esclaves, devrait-on dire. Dans ce contexte-là, les Américains ont gardé l'illusion qu'ils pouvaient consommer sans restriction, tout acheter, même des bicoques en bois au prix le plus élevé.

Les banquiers prêtent à tout va, les intermédiaires touchent de grosses commissions, et les prêts hypothécaires sont revendus comme des « produits sans marque et sans odeur » à la Haute Finance anglo-saxonne qui « mondialise » ces risques dans des emballages - cadeau.

Ces cadeaux empoisonnés, appelés « produits dérivés », étaient présentés comme des "placements à forte rentabilité"... puisque les taux étaient élevés et les risques inexistantes. C'était vrai au départ : l'immobilier grimpaît sans cesse, et les ménages défailants offraient même des plus-values appréciables à leurs créanciers dans les premières opérations de saisies. Le nombre de saisies a augmenté... et les dérives ont commencé à se voir... La plaque tectonique a dévissé !

TROP DE LIQUIDITES TUENT LES LIQUIDITES. Plus les liquidités augmentent, plus elles sont concentrées. Autrement dit, elles ne se prêtent plus, elles ne se partagent plus.

En clair, elles ne créent plus de richesses collectives, elles les détruisent, et elles tuent tout sur leur passage : les vraies entreprises, les patrimoines corporels et incorporels les plus précieux, les vrais emplois (valorisants), les vrais salaires, le vrai pouvoir d'achat, la sécurité et le plaisir de vivre dans les villes...

En corollaire, même les petites villes sont « obligées » d'installer des caméras de surveillance partout, aux prix les plus élevés. En fait, tout le monde « oublie » que le mépris et la misère n'ont pas de prix car c'est toute « notre » Société qui est en train de vaciller...

« *Homo homini lupus* » : merci Docteur de nous avoir rappelé que l'homme, et la femme dans le film de Ken LOACH, peuvent devenir cyniques, odieux, monstrueux, et bien plus féroces que n'importe quel animal féroce. C'est ce monde-là que nous sommes en train de « construire » avec la plus grande passivité.

c. Quels sont les responsables ? Pourquoi ?

LES LIQUIDATEURS SONT PARTOUT, DEPUIS PLUS DE VINGT-CINQ ANS.

Les liquidités excessives, et excessivement concentrées, donnent des ailes aux liquidateurs. Ils sont là depuis plus de vingt-cinq ans, ils sont de droite comme de gauche, et ils « travaillent sur les grandes réformes indispensables » pour leurs donneurs d'ordres.

En d'autres termes, ils organisent le passage des trains, à la seconde près, parce que leurs Grandes Ecoles leur ont « enseigné » qu'ils devaient être les meilleurs, qu'ils devaient vivre dans les plus beaux quartiers, et donc qu'ils devaient trouver de « bons » employeurs pour devenir riches comme eux...

Alors, ils bradent tout : le domaine public, les services publics, les entreprises et les administrations publiques, les droits de subsistance et d'existence de tous leurs concitoyens.

Tout y passe : l'éducation, la santé, la recherche, les retraites...

LES GRANDS « SAUVEURS DES BANQUES » SONT LA AUSSI.

Depuis la fin de la guerre, nos monnaies sont détournées de leurs cinq fonctions essentielles (voir livre I) par une « élite » de gens sans scrupules... qui « travaillent » pour enrichir encore plus leurs commanditaires.

Autrement dit, il y a trop de liquidités partout dans le monde, mais un grand nombre de banques et de groupes d'assurance sont quand même au bord du gouffre... par manque de liquidités... Et tout le système économique de l'Economie Réelle est paralysé depuis plus de vingt-cinq ans à cause de ces jeux de massacre.

En cette fin de septembre 2008, Henry PAULSON vient encore de nous en apporter la preuve : il veut obtenir sept cents milliards de dollars (700 MD\$) pour racheter les créances douteuses des banques américaines. Or, pour mémoire, les banques les plus exposées sont les banques d'affaires car elles ont été piégées, non par les « subprimes » mais par leurs spéculations sur les marchés des matières premières et autres marchés déjà cités. L'urgence est donc de nettoyer leurs bilans et de soulager leurs trésoreries, notamment ceux de la GOLDMAN SACHS, la banque dont Henry PAULSON était associé, cette même banque d'affaires qui l'a propulsé au poste de Secrétaire au Trésor en subventionnant les campagnes des BUSH.

Avant d'accepter ce plan, les démocrates ont quand même rappelé qu'il fallait aider les familles américaines endettées... La réponse de PAULSON a été sans appel : « *No question ! Il n'en est pas question !* ».

A deux mois des élections présidentielles aux Etats-Unis, la partie n'est pas gagnée... les banques d'affaires sur la sellette ne sont pas encore sauvées... et le tsunami n'a pas encore frappé toutes les côtes...

LES INCENDIAIRES SONT OFFICIELLEMENT DEVENUS LES POMPIERS DU SYSTEME FINANCIER!

Si nous sommes dans cette situation de crise incontrôlable, dans le monde entier, et même en Zone Euro, c'est tout simplement parce que les « responsables » de nos Banques Centrales sont des incompetents... et des hommes de paille...

Les Américains décident de se torpiller eux-mêmes en déclarant des guerres et en créant des bases militaires coûteuses (plus de sept cents) aux quatre coins de la planète : c'est leur problème, et ils en paient les conséquences.

Par contre, l'UNION EUROPEENNE ne doit pas valider cette stratégie guerrière des Américains en finançant les programmes de l'OTAN et en « bétonnant » son appartenance indéfectible à cette organisation dans son futur Traité Constitutionnel.

En corollaire, la BANQUE CENTRALE EUROPEENNE n'arrête pas de créer des liquidités pour les attribuer à moins de cinquante groupes de la Haute Finance... sans aucun droit de regard, sans aucune prévention, sans aucun contrôle...

En réalité, la BCE nous impose une masse de liquidités tueuses, et elle institutionnalise des prédatons mafieuses (voir nos articles sur le Taux Directeur)... pour tuer nos démocraties à très grande vitesse...

D. Sauver les banques ou sauver notre Civilisation ?

Nous avons déjà répondu : ***OUI, il faut sauver les banques ! Mais il faut surtout sauver notre CIVILISATION.***

Et donc, il faut SANCTIONNER les grands prédateurs et mettre un terme aux pratiques de Haute Corruption.

La seule sanction qui fasse mal, c'est celle qui fait mal au portefeuille ! La nationalisation de toutes ces banques et de tous ces assureurs en faillite ou au bord de la faillite serait la vraie sanction pour les actionnaires cupides... qui perdraient tout leur capital.

Elle devrait aussi conduire les dirigeants et les principaux responsables en Justice... pour des réparations sévères qui les priveraient de leur patrimoine personnel.

Au lieu de cela, on apprend que les patrons de ces groupes en faillite sont partis avec des millions de dollars d'indemnités, non taxables et non imposables : Charles PRINCE, patron de CITIGROUP, a empoché (officiellement) 40 millions de dollars et Stan O'NEAL, patron de MERRILL LYNCH, est parti avec une indemnité de 145 millions de dollars.

Il faut aussi sanctionner tous les patrons des BANQUES CENTRALES et tous les Hauts Fonctionnaires des Finances qui ont encouragé ces pratiques mafieuses. Car, en termes plus clairs pour le commun des mortels, la BCE ainsi que toutes les banques centrales de l'Union Européenne (et des autres pays) se comportent comme des faussaires : elles créent de la fausse monnaie qu'elles accordent à une bande de mafieux...

Ceux-ci en profitent pour acheter les plus beaux patrimoines (corporels et incorporels) et pour s'attribuer les plus beaux revenus en échappant à toutes les règles sociales, fiscales et judiciaires... avec la complicité des Hauts Fonctionnaires, des ministres et des premiers ministres.

Ces groupes mafieux sont maintenant propriétaires des plus belles entreprises, des biens les plus rares et les plus précieux, des biens et des services collectifs les plus indispensables, ceux-là même qui ont été construits avec l'argent et avec le travail de nos parents (et avec le nôtre) depuis plusieurs générations...

Quand il ne reste plus rien d'autre qu'un désert, quand les citoyens se rendent compte que leur argent ne vaut plus rien parce que les caisses sont vides et parce que les richesses collectives ont disparu, la Haute Finance et tous ces groupes mafieux sont déjà partis vivre ailleurs, dans d'autres Eldorados...

Voilà le processus de disparition des très grandes civilisations : la Grèce et Rome l'ont expérimenté, avant nous et à leurs dépens. C'est cela que nous expliquons dans notre livre I : « *Le néolibéralisme ? Un très vieux système... Pourquoi (faut-il) le combattre ?* ».

E. Conclusion.

Fausse monnaie, haute corruption, injustices permanentes et IMPUNITE TOTALE, voilà les quatre venins de notre Société et de toute Civilisation.

Deux responsabilités notoires et deux réformes indispensables : le système de gestion de la monnaie (par les Banques Centrales dans notre système actuel) et le système de la Justice !

Il nous faut un Traité Constitutionnel en trois pages pour : rappeler et définir les droits essentiels des citoyens (Besoin de Subsistance et Besoin d'Existence) ; interdire l'exercice du Pouvoir par des non - élus à quelque niveau que ce soit ; limiter les mandats (durée et nombre) ; préciser l'exercice des contre-pouvoirs ; résorber et interdire l'endettement structurel des Etats.

Cela signifie : aucun passe-droits d'aucune nature ; des associations financées par les Pouvoirs Publics (financements au nombre d'adhérents) pour acter en Justice contre tous les abus des dirigeants ; suppression des prescriptions et des classements des plaintes sans suite pour vices de forme (généralement introduits sciemment) ; introduction dans le Code Pénal de définitions précises de ce qu'est un salaire, un profit, une rente, un dividende, un super-profit, un enrichissement sans cause, une direction participative, une direction abusive, un abus de pouvoir...

Vaste programme pour « sauver notre Civilisation »...

Merci de réagir, et surtout de faire réagir le plus grand nombre d'entre nous,

ALTER-EUROPA

Pour une Autre Europe...

Et (bien sûr) pour un Autre Euro...

JUNON MONETA